

Les enquêtes de délinquance et de déviance  
autoreportées en Europe

**Logiques Sociales**  
**Série Déviance**

*dirigée par Philippe Robert et Renée Zauberma*

La série *Déviance* a pour vocation de regrouper des publications sur les normes, les déviances et les délinquances. Elle réunit trois ensembles :

*Déviance & Société* qui poursuit une collection d'ouvrages sous l'égide du comité éditorial de la revue du même nom ;

*Déviance-CESDIP* qui publie les travaux du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales ;

*Déviance-GERN*, enfin, qui est destinée à accueillir des publications du Groupe européen de recherches sur les normativités.

*Déviance-CESDIP* est placé sous la responsabilité du directeur du centre, René Lévy (CNRS), et d'un comité de lecture composé de Jacques Capdevielle (FNSP), Dominique Monjardet (CNRS), Françoise Tulkens (Université catholique de Louvain) et Philippe Robert (CNRS).

**Déjà parus**

Verda IRTIS-DABBAGH, *Les jeunes issus de l'immigration de Turquie en France : Etat des lieux, analyse et perspectives*, 2003.

Paul PONSAERS et Vincenzo RUGGIERO (dir.), *La criminalité économique et financière en Europe*, 2002.

Collectif, *Politique et justice au bord du futur*, 1998.

Danielle LABERGE, *Marginaux et marginalité, les États-Unis au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles*, 1997.

Anne WYVEKENS, *L'insertion locale de la justice pénale. Aux origines de la justice de proximité*, 1997.

F. OCQUETEAU, *Les défis de la sécurité privée*, 1997.

M. ESTERLE-HEDIBEL, *La bande, le risque et l'accident*, 1997.

Jacqueline BERNAT DE CELIS, *Drogue : consommation interdite*, 1996.

Renée ZAUBERMAN, Philippe ROBERT, *Du côté des victimes: un autre regard sur la délinquance*, 1995.

Renée Zauberman  
(dir.)

Les enquêtes de délinquance et de déviance  
autoreportées en Europe

*État des savoirs et bilan des usages*

Contributions de Marcelo F. Aebi, Lina Andersson, Cécile Carra,  
Giada Cartocci, Thomas Görgen, Janne Kivivuori, Susan McVie,  
Lieven Pauwels, Stefaan Pleysier, Susann Rabold, Philippe Robert,  
Giovanni Battista Traverso, Simona Traverso, Renée Zauberman

L'Harmattan

Cet ouvrage est le produit d'un séminaire organisé dans le cadre de l'action de coordination *Assessing Deviance, Crime and Prevention in Europe* (CRIMPREV [www.crimprev.eu](http://www.crimprev.eu)), financée par la Commission européenne (contrat 028300 dans le cadre du 6<sup>e</sup> PCRD) et coordonnée par le Groupe européen de recherches sur les normativités (GERN, Centre national de la recherche scientifique, CNRS)

*Mise au point éditoriale de Bessie Leconte (GERN)*

© L'Harmattan, 2009  
5-7, rue de l'École polytechnique, 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>  
[diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr)  
[harmattan1@wanadoo.fr](mailto:harmattan1@wanadoo.fr)

ISBN : 978-2-296-10087-9  
EAN : 9782296100879

## LES AUTEURS

Marcelo F. Aebi est professeur de criminologie et vice-directeur de l'École des Sciences criminelles de l'université de Lausanne. Il est également expert auprès du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne et secrétaire exécutif de la Société européenne de criminologie.

Parmi ses principaux sujets de recherche, on trouve la délinquance juvénile, la criminologie comparée, les peines, la méthodologie, drogues et délinquance, les enquêtes de victimation et de délinquance autoreportée.

Parmi ses publications récentes :

▪ *Temas de criminología*, Madrid, Dykinson, 2008.

▪ *Comment mesurer la délinquance ?*, Paris, Armand Colin, 2006.

Il est également un des coauteurs de *European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics*, The Hague, Boom Juidische Uitgevers, 2006, 3<sup>e</sup> édition.

Lina Andersson est doctorante au Département de criminologie de l'Université de Stockholm. Son champ de recherche est la méthodologie des enquêtes de délinquance autodéclarée. Sa thèse de doctorat portera sur l'évaluation et la validation de ces méthodes en Suède.

Lina Andersson a entre autres participé à la partie suédoise de l'ISRD-2, pour laquelle elle a recueilli les données ; elle est coauteur du rapport national sur les résultats suédois et du chapitre portant sur la Suède dans la publication internationale :

▪ *Juvenile Delinquency in Europe and Beyond: An International Perspective on Key Issues and Causes* (Springer, sous presse).

Cécile Carra est maître de conférences en sociologie à l'UIFM du Nord/Pas-de-Calais (Université d'Artois) et chercheur au Centre d'Études Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales (CESDIP).

Elle dirige l'équipe d'Université RECIFES qui explore en particulier les normes et des déviances dans le champ de l'éducation. Après avoir étudié la délinquance juvénile dans les quartiers populaires, ses investigations portent aujourd'hui sur les violences en milieu scolaire en s'appuyant de manière privilégiée sur les données recueillies par enquêtes de délinquance autoreportée et de victimation.

Elle est notamment l'auteur de :

▪ *Violences à l'école élémentaire. Ce que révèlent les déclarations des enseignants et de leurs élèves*, Paris, PUF, coll. Éducation et Société (2009).

▪ *École et violences*, Paris, La documentation française, coll. Problèmes politiques et sociaux (avec D. Faggianelli, 2002 et 2006).

## *Délinquance et déviance autoreportées en Europe*

▪ *Délinquance juvénile et quartiers « sensibles »*. *Histoires de vie*, Paris, l'Harmattan, Coll. Déviance et Société (2001).

Giada Cartocci est diplômée de psychologie (mention psychologie de l'enfant) de l'Université de Florence. Elle a fait des études postdoctorales de psychothérapie systémique ; elle enseigne et recherche dans le cadre de la chaire de psychiatrie légale de l'Université de Sienne.

Elle a publié des articles dans les domaines de la criminologie et de la psychiatrie légale.

Thomas Gørgen est professeur à l'École de police allemande de Münster et dirige le Département de criminologie et de prévention de la délinquance.

Parmi ses principaux intérêts de recherche se trouvent la victimation, les liens entre grand âge et délinquance, la violence familiale, la prévention de la délinquance, la délinquance juvénile, l'homicide, la délinquance sexuelle, les attitudes vis-à-vis de la délinquance et de son contrôle.

Quelques publications récentes :

▪ *Interdisziplinäre Kriminologie: Festschrift für Arthur Kreuzer zum 70. Geburtstag*, Frankfurt a.M., Verlag für Polizeiwissenschaft, 2008 (dir. en collaboration avec K. Hoffmann-Holland, H. Schneider, J. Stock).

▪ *Misshandlung und Vernachlässigung älterer Menschen in privaten Pflegebeziehungen*, in Dessecker A., Egg R. (Hrsg.), *Gewalt im privaten Raum: aktuelle Formen und Handlungsmöglichkeiten*, Wiesbaden: Kriminologische Zentralstelle, 2008, 125-152.

▪ *Organisierte Kriminalität und Terrorismus - unvereinbare Phänomene oder gefährliche Allianzen ?*, in Informationszentrum Sozialwissenschaften (Hrsg.), *Kriminalsoziologie + Rechtssoziologie*, 2008, 1, 9-25 (en collaboration avec D. Schröder).

Janne Kivivuori est directeur des recherches de l'Unité de criminologie de l'Institut national de recherches en politique du droit à Helsinki. Ses recherches portent essentiellement sur deux questions : la délinquance juvénile et l'homicide. Ses travaux récents sont parus au *British Journal of Criminology*, au *European Journal of Criminology*, et au *Journal of Scandinavian Studies in Criminology and Crime Prevention*. Le Conseil Scandinave de recherche en criminologie l'a récemment chargé de rédiger le rapport sur la deuxième vague de l'enquête internationale de délinquance autoreportée dans l'aire scandinave (*Delinquent Behaviour in Nordic Capital Cities*). Il a été la cheville ouvrière de la création des systèmes finlandais de suivi de la délinquance comme l'Enquête de délinquance autoreportée finlandaise, l'Enquête sur les jeunes

hommes et l'Observatoire finlandais des homicides. Professeur adjoint de sociologie à l'Université d'Helsinki, il y enseigne la criminologie.

Susan McVie est chercheuse titulaire à l'École de droit de l'Université d'Édimbourg en Écosse. Elle codirige l'*Edinburgh Study of Youth Transitions and Crime*, elle dirige le réseau CJ QUEST, un élément du *Scottish Centre for Crime and Justice Research* et l'*Applied Quantitative Methods Network*.

Les travaux de Susan McVie se concentrent sur les usages, les mises en œuvre et les améliorations des méthodes quantitatives dans la recherche en sciences sociales, en particulier en criminologie. Elle a contribué au développement et à la conduite de plusieurs enquêtes à grande échelle, transversales et longitudinales et a joué le rôle d'expert auprès de nombreux départements ministériels, organismes privés et entreprises bénévoles. Ses champs d'intérêt comprennent la délinquance et la déviance juvéniles et la consommation de substances dans cette population ; la comparaison des évolutions et modèles de délinquance ; les carrières délinquantes et l'étude de la délinquance au cours de la vie ; le système pénal, avec les transitions entre la justice des mineurs et le système pour adultes ; et enfin les effets de quartier sur la délinquance.

Elle a de nombreuses publications dans ces domaines et coécrit actuellement un ouvrage intitulé *Delivering Youth Justice*.

Quelques publications récentes :

▪ *Criminal careers and young people*, in Barry M., McNeill F. (Eds), *Youth Offending and Youth Justice*, London, Jessica Kingsley Research Highlights in Social Work Series, sous presse.

▪ *Youth justice? The impact of system contact on patterns of desistance from offending*, *European Journal of Criminology*, 2007, 4, 3, 315-345 (avec L. McAra).

▪ *Criminal Justice Transitions*, *Edinburgh Study of Youth Transitions and Crime*, Research Digest No. 14, 2007 (avec L. McAra).

Lieven Pauwels est titulaire d'un Ph.D. de criminologie de l'Université de Gand. Il est professeur de criminologie au département de droit pénal et de criminologie, codirecteur du Groupe d'analyse sociale de la sécurité.

Ses intérêts vont à l'écologie sociale du crime, à la délinquance juvénile, à l'étude des erreurs de mesure dans les enquêtes, aux recherches comparatives internationales. Il a publié dans *l'International Review of Victimology*, *l'European Journal of Criminology*, *Crime & Delinquency*.

Publications récentes :

▪ *Individual Differences in Adolescent Life Style Risk by Gender and Ethnic Background: A Test in Two Urban Samples*, *European Journal of Criminology*, 2009, 6, 1, 5-23 (avec R. Svensson).

▪ Disentangling neighbourhood- and school contextual variation in serious offending: assessing the effect of ecological disadvantage, in Cools M., De Kimpe S., De Ruyver B., Easton M., Pauwels L., Ponsaers P., Vande Walle G., Vander Beken T., Vander Laenen F., Vermeulen G. (Eds), *Governance of Security Research Papers Series I, Contemporary Issues in the Empirical Study of Crime*, Antwerpen, Maklu, 2009.

▪ Is a risky lifestyle always “risky”? The interaction between individual propensity and lifestyle risk in adolescent offending: A test in two urban samples, *Crime & Delinquency*, OnlineFirst, published on September 24, 2008, DOI:10.1177/0011128708324290 (avec R. Svensson).

▪ Geweld in groepsverband onder Antwerpse Jongeren: de rol van schoolcontext en leefstijl, *Tijdschrift voor Criminologie*, 2008, 50, 1, 3-16.

Stefaan Pleyzier enseigne la méthodologie de la recherche et les statistiques. Il est chercheur au centre de recherche sur la sécurité, la sûreté et la société à la *KATHO - University College* et à l'Institut de criminologie de l'Université catholique de Leuven. Il a récemment obtenu son Ph.D. en criminologie avec une étude sur la conceptualisation et la mesure de la ‘peur du crime’. Il est aussi membre du Conseil scientifique et du Groupe de travail technique du *Moniteur de sécurité* belge. Ses publications portent sur les questions de mesure et d'évaluation de qualité dans les grandes enquêtes comme le *Moniteur*.

Publications récentes :

▪ Crime victim and Insecurity Surveys in Belgium and the Netherlands, in Zauberman R. (Ed.), *Victimisation and Insecurity in Europe. A Review of Surveys and their Use*, Brussels, VUBPress, 2008 (avec L. Pauwels).

▪ Victimes de délinquance et insécurité : les enquêtes en Belgique et aux Pays-Bas, in Zauberman R. (Ed.), *Victimisation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, L'Harmattan, 2008, 41-65 (avec L. Pauwels).

▪ Temporal invariance in repeated cross-sectional ‘fear of crime’ research, *International Review of Victimology*, 2005, 12, 3, 273-292, (avec L. Pauwels, G. Vervaeke, J. Goethals).

▪ Assessing cross-cultural validity of fear of crime measures through comparisons between linguistic communities in Belgium, *European Journal of Criminology*, 2005, 2, 2, 139-159 (avec L. Pauwels).

Susann Rabold est assistante de recherches à l'Institut de recherches criminologiques de Basse-Saxe à Hanovre. Elle est titulaire d'une maîtrise de sociologie de l'Université Technologique de Dresden.

Ses intérêts vont à la recherche en délinquance juvénile, aux méthodes quantitatives et aux violences et négligences envers les personnes âgées.

Quelques publications récentes :

▪ Ethnische Unterschiede im Gewaltverhalten von Jugendlichen - Die Struktur von Freundschaftsnetzwerken als Erklärungsfaktor, in Hillmann F., Windzio M. (Hrsg.), *Migration, residentielle Mobilität und Stadtentwicklung*, Opladen, Budrich UniPress Ltd., 2008, 313-331 (avec C. Baier).

▪ Gewalt und andere Formen abweichenden Verhaltens in Förderschulen für Lernbehinderte, *Zeitschrift für Pädagogik*, 2008, 1, 118-1141 (avec D. Baier).

▪ Sind Freizeitzentren eigenständige Verstärkungsfaktoren von Gewalt?, *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe*, 2008, 19, 258-268 (avec C. Pfeiffer et D. Baier).

Philippe Robert est sociologue, Directeur de recherches émérite au CNRS. Il a fondé et dirigé le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), le principal centre français de recherche sur le crime. Il a également fondé le Groupe européen de recherches sur les normativités (GERN), un réseau scientifique européen. Dans le cadre de l'Action coordonnée CRIMPREV, il a coorganisé l'atelier dont ce volume est un des produits. Ses champs actuels de recherche sont la théorie sociologique du crime, la mesure du crime, les enquêtes de victimation-insécurité.

Parmi ses publications récentes :

▪ *Sociologia do crime*, Petropolis, Vozes [[www.editoravozes.com.br](http://www.editoravozes.com.br)], 2007.

▪ *Sociologie du crime*, Paris, La Découverte, Coll. Repères [[www.editionsladecouverte.fr](http://www.editionsladecouverte.fr)], 2005.

▪ *Bürger, Kriminalität und Staat*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften/GmbH [[www.vs-verlag.de](http://www.vs-verlag.de)], 2005.

Giovanni Battista Traverso est diplômé de médecine et de chirurgie de l'Université de Gênes. Spécialiste de criminologie clinique et de médecine légale dans cette Université, il est professeur de psychiatrie et de médecine légales dans différentes écoles de spécialisation de la Faculté de médecine de l'Université de Sienne (neurophysiopathologie, psychiatrie, psychologie clinique, médecine légale). Il est professeur invité au *Clarke Institute of Psychiatry*, à l'Université de Toronto.

Il est membre actif de la Société italienne de médecine légale, de l'*American Academy of Psychiatry and Law* et de l'Association européenne de Psychologie et Droit.

Simona Traverso est diplômée de médecine et de chirurgie, avec une spécialisation en psychiatrie, de l'Université de Sienne. Professeur adjoint, elle enseigne la psychiatrie légale à la Faculté de médecine de l'Université de Sienne où elle est aussi professeur de médecine sociale à la Faculté de Sciences politiques.

## *Délinquance et déviance autoreportées en Europe*

Elle participe à des projets de recherche conjoints avec d'autres universités italiennes sur l'homicide entre proches (PAR 2004) et la délinquance juvénile, au moyen d'enquêtes de délinquance autoreportée (MIUR 2006).

Elle a écrit de nombreux articles dans des revues italiennes ou étrangères sur la maladie mentale et les comportements violents, l'homicide/suicide en Italie, l'homicide entre proches et la délinquance juvénile.

Renée Zauberman est chargée de recherches (CNRS) au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP). Ses intérêts portent sur les normes et les déviances, en particulier la justice pénale et la délinquance. Elle a travaillé sur la Gendarmerie nationale et se concentre actuellement sur les enquêtes de victimation-insécurité. Dans le cadre de l'Action coordonnée CRIMPREV, elle a coorganisé l'atelier dont ce volume est un des produits.

Elle a publié :

▪ Zauberman R. (Ed.), *Victimation et insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages*, Paris, l'Harmattan, 2008.

▪ L'évolution de la délinquance d'après les enquêtes de victimation. France, 1984-2005, *Déviance et Société*, 2008, 32, 4, 435-472 (avec Ph. Robert, S. Névanen, E. Didier).

▪ Police, Minorities and the French Republican Ideal, *Criminology*, 2003, 41, 4, 1065-1100 (avec R. Lévy).

# INTRODUCTION

Renée Zauberman - Philippe Robert

Les enquêtes de délinquance autoreportées, inventées au cours des années 1940, s'étaient développées dans certains pays européens - notamment scandinaves ou britanniques - au cours des années 1970.

Elles ont ensuite connu une certaine baisse de régime au moment où les énergies étaient mobilisées par la montée en puissance des enquêtes de victimation.

Elles connaissent maintenant un important renouveau et constituent désormais un puissant outil de mesure et d'étude de certaines formes de déviance ou de délinquance, comme la délinquance juvénile, la violence scolaire ou la consommation de substances telles que les drogues prohibées, le tabac ou l'alcool.

Leur usage et leur place en Europe ont été étudiés dans le cadre d'une action coordonnée - *Assessing Deviance, Crime and Prevention in Europe* (CRIMPREV) - financée par la Commission européenne dans le cadre du 6<sup>e</sup> PCRDT.

C'est en effet l'un des thèmes abordé par l'axe thématique consacré, dans cette action coordonnée, à l'étude des problèmes de *Méthodologie et bonnes pratiques*.

## I - L'axe *Méthodologie et bonnes pratiques*

Il s'agit de recenser les mises en œuvre les plus significatives d'instruments de connaissance de la délinquance et les usages qu'on en fait.

On doit donc :

- dresser une cartographie de la situation en Europe,
- identifier les bonnes - mais aussi les mauvaises - pratiques,
- dégager les éléments de comparaison à l'intérieur de la zone européenne.

Le dernier demi-siècle a vu apparaître de nouveaux et puissants instruments de connaissance de la délinquance. Leur particularité consiste à s'affranchir des données institutionnelles dans lesquelles l'étude du crime s'était traditionnellement enfermée.

Non seulement ces instruments ont renouvelé - au moins partiellement - la connaissance scientifique que l'on avait de la délinquance, mais encore ils peuvent constituer des outils importants d'aide à la décision.

Pour autant, leur introduction s'est faite de manière très variable dans les différents pays d'Europe. En outre, la maîtrise de ces instruments est assez inégalement répartie dans la mesure où le nombre de spécialistes confirmés est restreint ; en conséquence, les usages qu'on en fait sont plus

ou moins pertinents. Enfin, les utilisateurs non scientifiques n'ont souvent qu'une connaissance limitée des potentialités de ces outils.

De la sorte, il y a place dans CRIMPREV pour un axe (*workpackage*) dédié à recenser les mises en œuvre les plus significatives de ces méthodes dans les principaux pays européens et l'usage qui en a été fait... dans l'espoir de mettre au point et de diffuser à la fois des états du savoir et des catalogues de bons usages.

La responsabilité de l'axe est partagée entre un pôle scientifique, le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CFSDIP), un professeur à l'*Universidad central de Barcelona*, un réseau européen de collectivités locales en matière de sécurité, le Forum européen pour la sécurité urbaine (FESU), et un organisme régional de coordination des programmes locaux de sécurité, *Città sicure*, afin de bien le situer à l'interface du monde scientifique et de celui des utilisateurs.

Quatre méthodes ont été sélectionnées :

- les enquêtes en population générale sur la victimation et l'insécurité,
- les enquêtes en population générale sur la délinquance autoreportée,
- la confrontation des données d'enquêtes et de celles provenant de sources institutionnelles comme les statistiques de police,
- la recherche d'évaluation des politiques de sécurité.

Pour chacune de ces méthodes, on procède selon le même protocole en cinq phases.

- Phase 1 : élaboration d'une grille de rapport, choix d'un rapporteur général chargé de synthétiser les informations recueillies et de rapporteurs - une demi-douzaine par thème - chargés de dresser l'état des savoirs et des usages dans différents pays où la méthode est suffisamment développée. Bien entendu, on ne parvient pas à les couvrir tous compte tenu des problèmes de disponibilité des experts pressentis. On ne vise pas l'exhaustivité, mais plutôt à présenter une sélection raisonnablement représentative de ce qui se fait dans la zone européenne, notamment dans les principaux pays.

- Phase 2 : rédaction par chaque rapporteur d'un bilan concernant le pays ou la zone dont il est chargé, et circulation de ces documents.

- Phase 3 : présentation des rapports et discussion au cours d'un séminaire réunissant les promoteurs de l'axe, le rapporteur général et les rapporteurs.

- Phase 4 : rédaction par le rapporteur général d'une synthèse des rapports et des débats.

- Phase 5 : validation de ce document par les promoteurs de l'axe et diffusion sous forme d'un fascicule de cinquante pages en anglais et en français.

Nous avons déjà publié, en 2008, dans cette collection un ouvrage consacré aux enquêtes sur la victimation et l'insécurité sous le titre :

Zauberman R. (dir.), *Victimation et Insécurité en Europe. Un bilan des enquêtes et de leurs usages.*

Le présent ouvrage est consacré à l'atelier sur les enquêtes de délinquance et de déviance autoreportées.

## II - L'atelier consacré aux enquêtes sur la délinquance et la déviance autoreportées

L'équipe constituée pour ce deuxième atelier comprenait :

- Lieven Pauwels (Universiteit Gent) & Stefaan Pleysier (Expertisecentrum Maatschappelijke Veiligheid KATHO University College associé à la Katholieke Universiteit Leuven) pour les Pays-Bas et la Belgique,

- Janne Kivivuori (Oikeuspoliittinen tutkimuslaitos, Helsinki) pour la Finlande,

- Susan McVie (University of Edinburgh) pour la Grande-Bretagne et l'Irlande,

- Cécile Carra (Institut universitaire de formation des maîtres du Nord/Pas-de-Calais et Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales - CESDIP) pour la France,

- Thomas Görden (Deutsche Hochschule der Polizei, Münster) & Susan Rabold (Kriminologisches Forschungsinstitut Niedersachsen) pour la République fédérale d'Allemagne,

- Simona Traverso, Giada Cartocci, Giovanni Battista Traverso (Università degli studi di Siena) pour l'Italie,

- Lina Andersson (Stockholms Universitet) pour la Suède,

- Marcelo Aebi (Université de Lausanne) comme rapporteur général,

- Renée Zauberman & Philippe Robert (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales - CESDIP), Amadeu Recasens i Brunet (Universidad central de Barcelona), Rossella Selmini (*Città sicure*, Università degli studi di Macerata), Michel Marcus (Forum européen pour la sécurité urbaine - FESU) pour le groupe de pilotage.

Les rapporteurs nationaux ont reçu du groupe de pilotage de l'axe une lettre de commande en avril 2007 et remis leur rapport en décembre 2007. Puis un séminaire, présidé par Renée Zauberman, a réuni promoteurs, rapporteur général et rapporteurs nationaux pendant trois jours en janvier 2008 afin de présenter les rapports, de les discuter et d'en tirer des enseignements transversaux propres à nourrir le rapport de synthèse.

Le rapporteur général a préparé un rapport intermédiaire et demandé aux rapporteurs nationaux d'introduire quelques modifications dans leurs contributions afin de tenir compte des discussions lors du

séminaire. La version finale de ces rapports nationaux a servi de base à l'établissement du rapport général qui a été envoyé aux différents participants du séminaire puis validé par les promoteurs lors d'une réunion à l'Université de Bologne le 9 juillet 2008.

On trouvera dans cet ouvrage le rapport de synthèse de Marcelo F. Aebi<sup>1</sup> et les différents rapports nationaux.

Outre cette édition en français publiée chez l'Harmattan dans la série *Déviance et Société*, le livre fait également l'objet d'une édition en anglais chez VUBPress dans la série *Criminologische Studies*.

Dans les deux cas, l'édition a été préparée par Renée Zauberman qui a également révisé toutes les traductions.

---

<sup>1</sup> Lequel a fait l'objet d'une diffusion séparée bilingue par le Forum européen pour la sécurité urbaine (Aebi, 2009).

# ENQUÊTES DE DÉLINQUANCE AUTOREPORTÉE EN EUROPE\*

Marcelo F. Aebi

Ce rapport est basé sur les rapports nationaux, les débats ayant eu lieu lors du séminaire de Paris et de la réunion de Bologne, les commentaires des correspondants nationaux, ainsi que sur les recherches bibliographiques menées par le rapporteur général. Il comprend donc également des références aux enquêtes de délinquance autoreportée menées dans des pays non représentés dans l'atelier.

Il se concentre sur les enquêtes de délinquance autoreportée générales mais des études menées en vue de mesurer des comportements spécifiques, tels que l'usage de drogues ou le harcèlement à l'école, sont également abordées. Il comprend un débat portant sur les questions de terminologie, une brève synthèse des rapports nationaux, un aperçu historique du développement des enquêtes de délinquance autoreportée, une discussion sur les questions méthodologiques liées à cet outil de mesure de la délinquance ainsi qu'une analyse de l'impact des enquêtes de délinquance autoreportée sur les théories criminologiques et les politiques en matière de délinquance.

## I - Problèmes terminologiques

Les enquêtes de délinquance autoreportée sont des études au cours desquelles on demande à des individus - généralement des jeunes - de fournir des informations à propos de leurs comportements *délinquants*. Toutefois, la terminologie peut prêter à confusion pour deux raisons. Tout d'abord, les répondants donnent des informations non seulement sur la délinquance mais aussi sur leur style de vie en général, leurs attitudes concernant différents sujets, leur famille, leur école, leurs amis et de nombreux autres facteurs sociodémographiques. On pourrait donc considérer que la délinquance est la variable dépendante de ces enquêtes et que les répondants fournissent également un grand nombre d'informations sur des variables indépendantes censées être en rapport avec la délinquance. La seconde raison tient au fait que le concept de délinquance peut lui aussi être trompeur. Il va sans dire que la délinquance, comme tout autre concept, est une construction sociale. Toutefois, il faut souligner que dans la littérature criminologique il est utilisé dans un sens très large. En fait, une grande partie des comportements concernés par les enquêtes de délinquance autoreportée ne sont pas considérés, dans la plupart des pays européens, comme

---

\* Traduction de l'anglais par Dina Figueiredo, révisée par Renée Zauberman.

des infractions. Ces comportements englobent, par exemple, les fugues, l'école buissonnière ou la fraude dans les transports publics. Dans ce rapport, le terme « délinquance » est utilisé au sens large et couvre donc toutes sortes de comportements déviants ou antisociaux, même si ces derniers ne sont pas définis comme infractions par le droit pénal.

À ce propos, il est intéressant de souligner que dans les pays où l'on parle des langues dérivées du latin (par exemple, le catalan, l'italien, l'espagnol et le portugais), le terme « délinquance » a la même racine que le mot utilisé pour décrire une infraction. Nous avons, par exemple, "delincuencia" (délinquance) et "delito" (délit), en espagnol, et "delinquenza" et "delitto" en italien. C'est pour cette raison que dans ces pays le mot « délinquance » renvoie immédiatement à des comportements interdits par le droit pénal. En revanche, le *Webster's New Universal Unabridged Dictionary*, définit la délinquance comme un « comportement illicite, illégal, ou antisocial ». Ainsi, dans les pays anglophones, le concept de « délinquance » est généralement associé à éventail d'actes bien plus large, allant des comportements déviants ou antisociaux aux infractions.

Cette évolution distincte du terme « délinquance » - dérivé du latin *delinquere* (mal agir)<sup>1</sup> -, tient peut-être au fait que l'Angleterre a développé un système de *common law* - basé sur les coutumes ou les décisions des tribunaux et non sur le droit écrit - et qu'elle l'a exporté dans ses anciennes colonies, tandis que les pays d'Europe continentale ont suivi le système légal romain ou civil basé sur le droit écrit, qui a conduit à l'introduction de codes criminels et d'une terminologie spécifique s'y rapportant. Dans ce contexte, la publication de *Dei delitti e delle pene* (Beccaria, 1764) - traduite en français par *Des délits et des peines* - revêt une importance toute particulière. Cet ouvrage a inspiré de nombreuses réformes en matière de justice pénale un peu partout en Europe, et a également fortement influencé les leaders intellectuels de la révolution française. Ainsi, en 1795 - an IV du calendrier révolutionnaire -, la Convention nationale a voté son *Code des délits et des peines*, nom qui reprend le titre du livre de Beccaria. De fait, c'est sous ce même nom que le code pénal fut introduit par Napoléon Bonaparte en 1810. Ce code est considéré comme le tout premier code pénal et la plupart des codes européens votés au cours des années qui suivirent s'en sont inspirés. Ainsi, en Europe continentale, le terme « délinquance » était véritablement associé à une violation du droit pénal.

Toutefois, le terme *self-reported delinquency study* ou *self-reported delinquency survey* (enquête de délinquance autoreportée) - inventé aux États-Unis, là où les premières enquêtes ont eu lieu - a été traduit littéralement dans les

---

<sup>1</sup> D'après le *Webster's New Universal Unabridged Dictionary*, le terme latin *delinquere* (mal agir) a donné lieu au terme latin tardif *delinquentia* (faute, crime).

diverses langues latines européennes<sup>2</sup>, provoquant ainsi une certaine confusion quant au contenu de ce type d'enquête.

Cette confusion s'est en fait aggravée car certains des comportements inclus, dès le départ, dans les enquêtes de délinquance autoreportée<sup>3</sup> américaines sont considérés, dans la plupart des États américains, comme des *status offences*, à savoir des infractions en rapport direct avec la condition personnelle (le *statut*) du délinquant. Ceci signifie que tel comportement ne constituera pas une infraction s'il est commis par un adulte, il ne le sera que lorsque c'est un mineur qui en est l'auteur. On peut compter, parmi les infractions liées au statut, des comportements tels que l'absentéisme, les fugues, la consommation de cigarettes ou d'alcool par des mineurs. Dans la mesure où ils constituent un type d'infraction aux États-Unis, les chercheurs américains ont raison d'affirmer que les comportements inclus dans leurs enquêtes constituent des violations du droit pénal, mais la situation est totalement différente en Europe, là où ces derniers ne sont pas considérés comme des infractions.

## II - Développement des enquêtes de délinquance autoreportée en Europe

Dans ce chapitre, nous présentons un bref résumé des rapports nationaux, un aperçu de l'ISRD (*International Self-Reported Delinquency Study*, Enquête internationale de délinquance autoreportée) et du projet ESPAD (*European School Survey Project on Alcohol and Other Drugs*, Programme d'enquête scolaire européenne sur la consommation d'alcool et d'autres drogues), ainsi qu'une vue d'ensemble d'enquêtes de délinquance autoreportée dans d'autres pays européens.

### 1 - Enquêtes de délinquance autoreportée en Finlande<sup>4</sup>

Le travail de terrain de la première enquête de délinquance autoreportée finlandaise a eu lieu en 1962, les résultats ayant été publiés au milieu des années 1960. Cette enquête faisait partie du *Nordic Drafted Research Program* (NDR, Programme scandinave de recherche sur les conscrits) qui

<sup>2</sup> Par exemple, *encuesta de delincuencia autorrevelada* en espagnol, enquête de délinquance autoreportée en français et *indagine sulla delinquenza autorivelata* en italien.

<sup>3</sup> Dans ce rapport, nous adoptons l'utilisation conventionnelle du terme « américain » pour parler des États-Unis d'Amérique, même si nous sommes parfaitement conscients que l'Amérique est un continent et que les États-Unis ne sont que l'un des pays de ce continent.

<sup>4</sup> Ce chapitre s'inspire de Kivivuori (ce volume).

concernait d'autres pays scandinaves dans lesquels des enquêtes similaires étaient réalisées dans les années 1960. Cette technique fut rarement utilisée du milieu des années 1960 jusqu'aux années 1990. Toutefois, depuis lors, plusieurs enquêtes ont été menées. En outre, la Finlande a été le seul pays nordique à participer à la première ISRD en 1992, et a également participé à la deuxième en 2006. Dans les deux cas, l'enquête porte sur un échantillon de la population d'une ville (Helsinki), mais le pays a simultanément développé une série d'enquêtes nationales.

Ainsi, en 1995, la Finlande a lancé la *Finnish Self-Report Delinquency Study* (FSRD - enquête finlandaise de délinquance autoreportée) qui est réalisée périodiquement dans des établissements scolaires sur des échantillons d'élèves de classes de 3<sup>ème</sup>. Les derniers résultats disponibles renvoient à l'année 2004 (les données de la FSRD-2008 ont été recueillies récemment mais les résultats ne sont pas encore disponibles). Par ailleurs, depuis 2000/2001, la *Finnish School Health Survey* (enquête finlandaise de santé menée dans les écoles) comporte également quelques questions de délinquance autoreportée. Il s'agit là d'une enquête réalisée à grande échelle et qui comprend des résultats au niveau municipal. Une analyse des tendances de 1995 à 2004 révèle une très forte baisse des atteintes aux biens (en particulier, des vols à l'étalage), une relative stabilité des infractions avec violence et une hausse de l'usage de drogues douces. La délinquance informatique ne figurait pas dans la FSRD, mais les résultats obtenus par la deuxième ISRD suggèrent que cette dernière est relativement courante. Si l'on tient compte du fait que les jeunes passent actuellement beaucoup plus de temps devant leur ordinateur, il est tout à fait possible d'imaginer un déplacement des atteintes aux biens dans des lieux publics vers une délinquance informatique.

Par ailleurs, le pays a mené en 2006 une *Young Male Crime Survey* (YMCS - enquête de délinquance chez les hommes jeunes) avec le même questionnaire qui avait été utilisé en 1962 pour le *Nordic Drafter Research Program*. L'échantillon est composé de jeunes hommes qui effectuent la visite médicale de conscription et qui sont, par conséquent, légèrement plus âgés que les adolescents constituant la plupart des échantillons européens. La comparaison des résultats de 1962 et de 2006 révèle une baisse des vols sur le lieu de travail, de l'achat ou de la vente de biens volés et des vols à la roulotte ; on constate aussi une curieuse stabilité du vol à l'étalage, et une hausse des désordres causés par l'abus d'alcool dans les lieux publics, de la conduite en état d'ivresse ainsi que des vols de bicyclettes. Ces tendances peuvent être expliquées par des changements dans la structure des opportunités, y compris une arrivée tardive des jeunes sur le marché du travail, une amélioration de la situation économique du pays et un accès plus libre à l'alcool.

La Finlande a également participé à la *Mare Balticum Youth Victimization Survey* (enquête de victimation chez les jeunes dans les régions de la Mer

Baltique) qui a été réalisée en 2002-2003. Le questionnaire utilisé pour cette enquête comportait une échelle d'autodéclaration de délinquance. Enfin, le pays participe également aux enquêtes de l'ESPAD.

Pour résumer, on peut dire qu'en Finlande les enquêtes de délinquance autoreportée ont été institutionnalisées et qu'elles constituent un outil courant de mesure de la délinquance. Elles jouent, de ce fait, un rôle dans l'élaboration des politiques en matière de délinquance. Par exemple, le ministère de la Justice finlandais a utilisé des données provenant d'autodéclarations pour son estimation de la situation et des tendances de la délinquance dans le pays. En outre, les résultats de la FSRD ont été pris en compte par les commissions de réforme du droit des mineurs délinquants ainsi que dans la planification du *Finnish National Violence Reduction Program* (Programme national finlandais de réduction de la violence).

## 2 - Enquêtes de délinquance autoreportée en Suède<sup>5</sup>

Tout comme pour la Finlande, les origines des enquêtes de délinquance autoreportée en Suède sont liées au *Nordic Drafted Research Program*. Le travail de terrain de la première enquête suédoise a été réalisé à la fin des années 1950 et les premiers résultats ont été publiés en 1960. Quelques autres enquêtes ont été menées au cours des années 1960 et au début des années 1970. La technique a été quelque peu abandonnée vers le milieu des années 1970 mais, depuis le début des années 1990, le pays mène régulièrement des enquêtes de ce type.

Ainsi, en 1995, la Suède a mené une enquête nationale de délinquance autoreportée qui est, depuis 1999, réalisée tous les deux ans. L'échantillon est national et varie de 5 000 à 10 000 élèves de classes de 3<sup>ème</sup>. Une analyse des tendances de 1995 à 2005 démontre une baisse des vols et du vandalisme, ainsi qu'une stabilité relative de l'usage de drogues et des infractions avec violence.

Une comparaison entre les premières enquêtes et les enquêtes les plus récentes révèle une baisse au niveau des taux de réponses : presque 100% dans les années 1960 contre 80% en 2006. Parallèlement, il faut signaler que les chercheurs suédois ont accordé une grande importance aux questions de méthodologie, réalisant ainsi des tests de fiabilité et de validité comportant des outils de mesure des effets de la supervision par l'enseignant et par le chercheur, de l'anonymat et du non-anonymat des répondants, des contrôles par test-retest, des observations des attitudes des

---

<sup>5</sup> Ce chapitre s'inspire d'Andersson (ce volume).

élèves pendant qu'ils remplissaient le questionnaire, des tests de différentes versions d'un même questionnaire et des entretiens de suivi.

La Suède a également participé à la deuxième ISRD avec des échantillons urbains. Par ailleurs, des enquêtes de délinquance autoreportée locales ou régionales sont menées régulièrement sur des échantillons relativement importants d'élèves de lycée. Des enquêtes sur l'usage de drogues chez les jeunes sont également réalisées de façon régulière à l'aide de la technique d'autodéclaration.

En résumé, la Suède est un pays où les enquêtes de délinquance autoreportée ont été institutionnalisées, constituant aujourd'hui un outil courant de mesure de la délinquance. Ainsi, les résultats des enquêtes nationales sont utilisés dans les débats politiques sur la délinquance et sa prévention. Leur influence sur les politiques publiques se manifeste surtout au niveau local.

### 3 - Enquêtes de délinquance autoreportée au Royaume-Uni et en Irlande<sup>6</sup>

Depuis le début des années 1960, trente enquêtes de délinquance autoreportée importantes - recueillant des données sur plus de 140 000 individus - ont été menées au Royaume-Uni et en Irlande. De plus, plusieurs études régionales et locales ont également été réalisées. L'Irlande du Nord, l'Angleterre et le Pays de Galles ont participé à la première ISRD, et l'Irlande, l'Irlande du Nord et l'Écosse ont participé à la deuxième.

La plupart des enquêtes de délinquance autoreportée ont été menées en Grande-Bretagne (et plus précisément en Angleterre), la plus connue d'entre elles étant probablement la *Cambridge Study in Delinquent Development* (Étude sur le développement des délinquants réalisée à Cambridge) qui couvre une période de quarante ans (1961-2004). Outre cette enquête longitudinale, deux autres grandes enquêtes transversales ont également été menées dans les années 1960 en Angleterre, au Pays de Galles et en Écosse (1963) ainsi qu'à Londres (1967). La technique a été rarement utilisée dans les années 1970 et 1980, période à laquelle les seules enquêtes ont été réalisées à Sheffield (1975), en Angleterre et au Pays de Galles (1983), et en Écosse (1989). Puis, depuis les années 1990, on assiste à une explosion soudaine du nombre d'enquêtes de délinquance autoreportée. Ainsi, de nouvelles études longitudinales telles que la *Peterborough Adolescent and Young Adult Development Study* (Étude sur le développement des adolescents et des jeunes adultes menée à Peterborough), l'*Edinburgh Study of Youth Transitions and Crime* (l'Étude de la jeunesse comme période de transitions et de délinquance me-

---

<sup>6</sup> Ce chapitre s'inspire de McVie (ce volume).

née à Edimbourg), et la *Belfast Youth Development Study* (Étude sur le développement des jeunes menée à Belfast) ont été lancées. Parallèlement, dans les années 2000, les enquêtes de délinquance autoreportée ont été introduites en République d'Irlande et institutionnalisées en Angleterre et au Pays de Galles avec l'arrivée de la *Offending Crime and Justice Survey* qui est une enquête transversale régulièrement répliquée, incluant pour partie un panel longitudinal et portant sur un échantillon de 12 000 individus. Il en va de même pour l'Irlande du Nord où la *Northern Ireland Crime and Justice Survey*, enquête transversale régulièrement répliquée, porte sur un échantillon de 3 000 à 3 500 individus, y compris (en 2005) des personnes vivant dans des logements privés, des délinquants en liberté conditionnelle et des détenus.

Au Royaume-Uni, l'augmentation du nombre d'enquêtes de délinquance autoreportée est peut-être due au fait que l'administration centrale, c'est-à-dire la principale source de financement de ces études, ait changé son attitude vis-à-vis de la délinquance en lançant des campagnes telles que « durs avec le crime, durs avec les causes du crime ». Le but était de développer une approche « preuves à l'appui » et, dans ce contexte, des données empiriques étaient bien évidemment nécessaires.

L'un dans l'autre, le nombre et la diversité des enquêtes de délinquance autoreportée au Royaume-Uni sont impressionnants. De ce fait, les informations fournies par les enquêtes disponibles constituent véritablement une source d'inspiration pour l'élaboration des politiques publiques. Ainsi, la *Cambridge Study in Delinquent Development* a fortement influencé les responsables politiques et partiellement inspiré la réforme du système de justice des mineurs en mettant l'accent sur la détection précoce des comportements problématiques et des pratiques parentales inefficaces. En outre, les enquêtes de délinquance autoreportée menées au Royaume-Uni ont souvent été utilisées pour tester la validité et la fiabilité de cet outil de mesure de la délinquance, ainsi que pour le développement et la mise à l'épreuve des théories criminologiques.

#### 4 - Enquêtes de délinquance autoreportée en Allemagne<sup>7</sup>

En Allemagne, les premières enquêtes de délinquance autoreportée ont été réalisées à la fin des années 1960 et au début des années 1970 sur des échantillons locaux ou régionaux.

Comme pour la plupart des pays, la vaste majorité des recherches allemandes basées sur ces enquêtes est centrée sur des populations adolescentes. Toutefois, depuis 1980, l'enquête ALLBUS (*Allgemeine Bevölkerungsum-*

---

<sup>7</sup> Ce chapitre s'inspire de Gørgen et Rabold (ce volume).

*frage der Sozialwissenschaften*, enquête de sciences sociales en population générale) est menée tous les deux ans et, depuis 1990, elle comporte quatre items liés à la délinquance autoreportée. Dans la mesure où cette enquête est basée sur un échantillon national de la population allemande, les répondants sont essentiellement des adultes. S'inspirant du modèle suisse, la technique de l'autodéclaration a également été utilisée avec des adultes pour l'évaluation de l'implication dans la délinquance des participants à des programmes de prescription médicale d'héroïne.

Étant donné que les premières enquêtes de délinquance autoreportée étaient menées dans différents *Länder* et à l'aide de méthodologies diverses, comparer leurs résultats n'était pas chose facile. Toutefois, au cours des années 1990, le KFN (*Kriminologisches Forschungsinstitut Niedersachsen*, Institut de recherche criminologique de Basse-Saxe) a élaboré un questionnaire d'autodéclaration de délinquance qui a, dès lors, été utilisé dans de nombreuses villes allemandes. De plus, dans certaines de ces villes, l'enquête KFN est utilisée de façon régulière.

L'Allemagne est également l'un des rares pays européens où des études longitudinales basées sur des enquêtes de délinquance autoreportée sont disponibles. Ces études sont réalisées à l'échelle locale dans différentes villes et certaines d'entre elles proposent des comparaisons avec des données officielles. La plupart de ces études ont commencé dans les années 2000 mais, de 1977 à 1996, une étude longitudinale a suivi un groupe de 399 jeunes âgés de 13 à 25 ans. Finalement, l'Allemagne a également participé à la deuxième ISRD.

En résumé, l'Allemagne a une longue tradition d'enquêtes de délinquance autoreportée, mais la technique n'a pas encore été institutionnalisée. Les enquêtes ont lieu au niveau local ou régional et, bien que le ministère de l'Intérieur allemand ait récemment financé une enquête de vaste ampleur, les *Länder* allemands n'y ont pas tous participé. De par l'organisation fédérale du pays, il est difficile de prévoir si des enquêtes nationales seront menées à l'avenir. Comme ce fut le cas pour la Suisse, les résultats positifs des programmes de prescription médicale d'héroïne, mesurés à l'aide d'enquêtes de délinquance autoreportée, ont grandement influencé les politiques allemandes en matière de drogue. En dehors de ce cas, ces enquêtes n'ont pas encore eu de gros impact sur les politiques en matière de délinquance, même si elles sont régulièrement citées dans les rapports périodiques sur la sécurité publiés par le gouvernement allemand.

## 5 - Enquêtes de délinquance autoreportée aux Pays-Bas<sup>8</sup>

Aux Pays-Bas, les premières enquêtes de délinquance autoreportée ont été menées à la fin des années 1960, de nombreuses enquêtes ayant été réalisées au cours des années qui suivirent. Le pays a également participé à la première et à la deuxième ISRD.

Actuellement, le WODC (*Wetenschappelijk Onderzoek- en Documentatiecentrum*, Centre de recherches et de documentation scientifiques) mène, de façon systématique, des enquêtes de délinquance autoreportée sur des échantillons représentatifs d'adolescents néerlandais. L'enquête s'appelle la *WODC Monitor* et elle est réalisée tous les deux ans. Par ailleurs, le SCP (*Sociaal en Cultureel Planbureau*), Bureau de planification culturelle et sociale, un organisme public de recherche dans divers domaines des politiques publiques) et le NIBUD (*Nationaal Instituut voor Budgetvoorlichting*), Institut national néerlandais d'information budgétaire) financent également ce type d'enquêtes.

Depuis le milieu des années 1980, les enquêtes de délinquance autoreportée sont utilisées pour tester différentes théories criminologiques telles que la théorie de l'association différentielle, la théorie de la désorganisation sociale, la théorie de la contrainte et la théorie du lien social. Les effets de la pauvreté, des pairs et du quartier ont également été étudiés. Par ailleurs, certains chercheurs ont testé la fiabilité et la validité de ces enquêtes ainsi que leur utilisation sur des échantillons constitués d'adultes.

Comme on peut le constater, aux Pays-Bas, les enquêtes de délinquance autoreportée sont institutionnalisées, ayant une influence non seulement sur le monde académique mais aussi sur l'élaboration des politiques publiques.

## 6 - Enquêtes de délinquance autoreportée en Belgique<sup>9</sup>

En Belgique, la première enquête de délinquance autoreportée a été menée en 1976 sur un échantillon local. Dans les années 1980, deux autres enquêtes ont été réalisées dans les deux zones linguistiques du pays. Le pays a participé à la première ISRD avec un échantillon de la population d'une ville (Liège) et à la deuxième avec des échantillons des habitants des deux régions linguistiques.

---

<sup>8</sup> Ce chapitre s'inspire de Pauwels, Pleysier (ce volume).

<sup>9</sup> *Ibidem*.

Depuis les années 1990, aucune enquête de délinquance autoreportée représentative et à grande échelle n'a été menée de façon systématique, mais des recherches sont généralement réalisées sur des échantillons urbains. Ainsi, deux enquêtes basées sur des échantillons à grande échelle ont été menées dans la région flamande et à Bruxelles dans les années 2000. Toutefois, la création récente, par trois institutions, d'une plate-forme pour la recherche sur l'adolescence pourrait entraîner une mise en œuvre plus systématique de ces enquêtes.

En résumé, les enquêtes de délinquance autoreportée ne sont pas encore institutionnalisées en Belgique et il semblerait qu'elles ne jouent pas de rôle majeur dans l'élaboration des politiques en matière de criminalité. Néanmoins, elles ont été utilisées pour tester et développer des théories criminologiques.

## 7 - Enquêtes de délinquance autoreportée en Italie<sup>10</sup>

Mise à part une enquête de délinquance autoreportée de petite taille (N=198) menée à Milan et publiée en 1980, l'histoire de ces enquêtes en Italie est étroitement liée au projet ISRD et à la direction d'Uberto Gatti (professeur à l'université de Gênes) qui a coordonné la participation du pays aux deux premières vagues de ces études. L'Italie a participé à la première ISRD avec un échantillon de trois villes (Gênes, Messine et Sienne), le questionnaire ayant été réutilisé à Sienne au milieu des années 1990. Le pays a aussi participé à la deuxième ISRD avec un échantillon de 15 villes (N= 7 278). En 2006, une enquête de délinquance autoreportée a également été utilisée pour mesurer l'implication dans la délinquance de jeunes étrangers vivant en Italie.

Des recherches sur le harcèlement à l'école sont menées dans différentes villes et régions depuis le milieu des années 1990 à l'aide d'enquêtes de délinquance autoreportée. Dans ce contexte, le questionnaire de l'ISRD a parfois été associé à un questionnaire concernant spécifiquement le harcèlement à l'école. Depuis les années 1980, la technique de l'autodéclaration est également utilisée pour mesurer l'usage de drogues et la consommation d'alcool chez les jeunes.

En bref, en Italie, les enquêtes de délinquance autoreportée ne sont pas institutionnalisées et leurs résultats sont surtout utilisés par la communauté scientifique. Ces enquêtes ne jouent donc pas de rôle important dans l'élaboration des politiques publiques nationales. Toutefois, on sait qu'elles ont été utilisées à l'échelle locale dans la ville de Sienne.

---

<sup>10</sup> Ce chapitre s'inspire de Traverso, Cartocci, Traverso (ce volume).

## 8 - Enquêtes de délinquance autoreportée en France<sup>11</sup>

Parmi les pays traités dans cet aperçu, la France a été la dernière à introduire les enquêtes de délinquance autoreportée. La première étude de ce type a été menée en 1999 - et publiée en 2001 - sur des échantillons de deux villes. Le questionnaire était basé sur celui qui avait été utilisé lors de la première ISRD. En 2003, à l'aide de la même méthodologie, une deuxième enquête a été réalisée dans l'une des deux villes ayant fait l'objet de l'enquête de 1999. Finalement, en 2006, le pays a participé à la deuxième ISRD.

Depuis le milieu des années 1990, la violence à l'école est également mesurée à l'aide de la technique de l'autodéclaration. Dans ce cas précis, l'enquête est basée sur un questionnaire axé sur la victimation, mais elle comprend également des questions sur la violence autoreportée. Le même questionnaire a, par la suite, été réutilisé dans d'autres pays, ce qui a permis d'établir des comparaisons internationales. Une étude récente se base sur des questions ouvertes concernant la violence à l'école et qui sont ensuite recodées par le chercheur.

On peut facilement constater que les enquêtes de délinquance autoreportée ne sont pas du tout institutionnalisées en France. Les résultats obtenus par les très rares enquêtes disponibles sont utilisés par la communauté scientifique mais ne jouent aucun rôle dans l'élaboration des politiques publiques. Les seules exceptions sont les enquêtes sur la toxicomanie citées par la nouvelle loi sur la prévention de la délinquance introduite en 2007.

## 9 - L'Étude Internationale de Délinquance Autoreportée (ISRD)

### A - L' ISRD-1

Les origines du projet de l'ISRD remontent à 1988, lors d'une réunion d'experts qui s'est tenue aux Pays-Bas et qui a entraîné la publication d'un livre traitant des questions liées aux recherches internationales basées sur la technique de l'autodéclaration (Klein, 1989). Certains des experts ayant participé à cette réunion décidèrent de lancer le projet qui débuta officiellement en 1990. Celui-ci fut coordonné par le WODC (ministère de la Justice néerlandais), dirigé à l'époque par Josine Junger-Tas.

La première étude (ISRD-1) avait trois principaux objectifs : comparer la prévalence et l'incidence des comportements délinquants dans les différents pays ; contribuer à l'explication (des différences) des comportements délinquants ; et contribuer à la solution des problèmes méthodologi-

---

<sup>11</sup> Ce chapitre s'inspire de Carra (ce volume).

ques liés aux recherches internationales (Junger-Tas, 1994a, 2). L'étude reposait sur un questionnaire commun élaboré par un comité directeur constitué de chercheurs en criminologie et traduit dans chacune des langues nationales<sup>12</sup>. Le cadre théorique du questionnaire s'inspirait largement de la théorie du lien social (Hirschi, 1969), tandis que les questions sur la délinquance présentaient des similitudes avec celles utilisées lors de la *National Youth Survey* (Enquête nationale auprès des jeunes) et de la *Denver Youth Study* (Enquête auprès des jeunes menée à Denver) menées aux États-Unis (Elliott, Huizinga, 1989)<sup>13</sup>.

Douze pays ont participé à cette étude<sup>14</sup>. Quatre d'entre eux (Angleterre et Pays de Galles, Pays-Bas, Portugal et Suisse) ont utilisé des échantillons nationaux aléatoires ; l'Espagne a contribué avec un échantillon urbain stratifié ; l'Allemagne, la Grèce et l'Irlande du Nord ont utilisé des échantillons de la population d'une ville (Mannheim, Athènes et Belfast, respectivement) ; la Belgique (Liège), la Finlande (Helsinki), l'Italie (Gênes, Messine, et Sienne) et les États-Unis (Omaha) ont participé avec des échantillons de la population scolaire urbaine. Hormis les pays ayant utilisé des échantillons d'écoliers, les participants à l'enquête étaient âgés de 14 à 21<sup>15</sup> ans. La collecte des données s'est déroulée en 1991 et 1992 et reposait sur des entretiens en face à face, sauf pour les pays qui avaient utilisé des échantillons d'écoliers et pour lesquels le questionnaire était autoadministré<sup>16</sup>.

La base de données de l'ISRD-1 n'est pas encore entièrement accessible aux chercheurs. Un bref résumé des résultats préliminaires a été présenté par Junger-Tas (1994b, 379), mais il a fallu plus de dix ans pour avoir une présentation détaillée des principaux résultats dans une publication de Junger-Tas, Haen Marshall, Ribeaud (2003). En voici un résumé :

---

<sup>12</sup> On peut trouver le questionnaire anglais d'origine dans Junger-Tas, Terlouw, Klein (1994, 387-441).

<sup>13</sup> Selon Moffitt *et al.* (1994, 358), 80% des questions concernant la délinquance incluses dans les deux instruments (ISRD-1 et *National Youth Survey*) se recoupaient.

<sup>14</sup> Notre présentation de l'ISRD-1 est basée sur la principale publication la concernant (Junger-Tas, Terlouw, Klein, 1994). Les auteurs de cette publication citent treize pays car ils comptent la Nouvelle-Zélande. Toutefois, les données provenant de Nouvelle-Zélande concernent des individus âgés de 18 ans et ont été obtenues par une étude longitudinale qui n'a pas utilisé le questionnaire de l'ISRD mais plutôt l'instrument d'autodéclaration de délinquance élaboré par Elliott et Huizinga (1989) pour la *National Youth Survey* et la *Denver Youth Study* réalisées aux États-Unis (Moffitt *et al.*, 1994, 357) cités dans la note précédente.

<sup>15</sup> La Belgique a utilisé une approche mixte, associant un échantillon de population scolaire et un échantillon aléatoire constitué de personnes âgées de 18 à 21 ans.

<sup>16</sup> Toutefois, l'Italie a utilisé un échantillon de population scolaire mais le questionnaire était administré par entretiens en face à face.

▪ Les taux de prévalence au cours de la vie sont étonnamment similaires dans tous les pays participants. Toutefois, si l'on se penche sur la nature des infractions, on constate des disparités évidentes entre pays.

▪ Les atteintes aux biens sont plus nombreuses dans les pays européens du Nord-Ouest et aux États-Unis (Omaha), ce qui confirme l'idée - basée sur la théorie des opportunités - selon laquelle ces taux seraient plus importants dans les pays les plus riches.

▪ Des taux élevés d'infractions avec violence ont été enregistrés aux États-Unis, en Angleterre et au Pays de Galles, en Espagne et en Finlande (Helsinki).

▪ Des taux élevés d'usage de drogues (essentiellement) douces ont été constatés en Angleterre et au Pays de Galles, aux États-Unis, en Irlande du Nord (Belfast) et en Suisse. Les Pays-Bas qui pratiquent une politique de tolérance en matière de possession et d'usage de drogues douces occupaient une position moyenne sur l'échelle des taux se rapportant à l'usage de drogues.

▪ Dans tous les pays, le comportement délinquant atteint son pic entre 14 et 18 ans. Le pic d'âge était de 15 ans pour le groupe anglo-saxon et de 16 ans pour les autres groupes.

▪ Le pic d'âge varie selon le type d'infraction. Par exemple, le pic d'âge pour le vandalisme était nettement inférieur (entre 14 et 15 ans) à celui enregistré pour l'usage de drogues.

▪ L'âge d'entrée dans la délinquance varie selon les groupes. En ce qui concerne le vandalisme, l'âge le plus bas a été enregistré en Europe du Sud. Par contre, pour ce qui est des atteintes aux biens, l'âge le plus bas a été constaté en Europe du Nord-Ouest. C'est dans les pays anglo-saxons que l'on a enregistré les âges les plus bas de début des infractions avec violence et de l'usage de drogues.

▪ Les délinquants sérieux ont tendance à entrer dans la délinquance plus tôt que ceux qui sont moins impliqués dans ce type de comportement.

▪ Les taux de prévalence et la fréquence des comportements délinquants sont plus faibles chez les filles que chez les garçons. Toutefois, les disparités de genre varient selon le type de délinquance, et les groupes de pays. Ces disparités sont moins importantes pour les atteintes aux biens et l'usage de drogues, étant plus prononcées lorsqu'il s'agit d'infractions graves et avec violence. En outre, les disparités de genre sont plus faibles en Europe du Nord-Ouest que dans d'autres pays, fait qui est peut être lié aux taux élevés d'atteintes aux biens et de vandalisme enregistrés dans cette zone.

▪ La rupture de la cellule familiale ne joue un rôle important que si elle entraîne l'absence du père. Cependant, l'absence du père est étroitement

liée au comportement délinquant dans le groupe anglo-saxon et en Europe du Sud, mais pas en Europe du Nord-Ouest.

▪ Les rapports avec les parents ne sont pas liés à la délinquance en général mais ils sont, dans tous les groupes, liés à la délinquance grave et à l'usage de drogues.

▪ Dans tous les pays, les filles sont plus surveillées que les garçons. Contrairement aux garçons, les rapports des filles avec leurs parents ont tendance à se détériorer plus avec l'âge. D'un autre côté, les filles participent beaucoup plus aux sorties familiales que les garçons.

▪ L'absentéisme et le fait de ne pas aimer l'école sont liés à tous les types de délinquance dans tous les groupes nationaux. Le redoublement, s'il n'est pas lié à la petite délinquance, semble en revanche être lié à la violence, à la délinquance grave et à l'usage de drogues chez les garçons, mais pas chez les filles.

▪ L'appartenance à un groupe de pairs est liée à l'âge, à l'inscription à l'école, au fait de ne pas aimer l'école, au contrôle informel des parents et à la non participation aux sorties familiales. En général, les délinquants passent la plus grande partie de leur temps libre avec leur groupe de pairs, tandis que les non délinquants passent beaucoup plus de temps avec leur famille (Junger-Tas, Haen Marshall, Ribeaud, 2003, 139-142).

## B - L' ISRD-2

Une première réunion d'experts souhaitant participer à la deuxième édition de l'ISRD s'est tenue lors de la conférence annuelle de la Société Européenne de Criminologie de 2003, à Helsinki. Un comité directeur a été constitué et, au cours des mois suivants, ont été élaborés la conception de l'enquête ainsi que le questionnaire révisé. Ce questionnaire a ensuite été traduit dans chacune des langues nationales.

La collecte des données a eu lieu en 2006 dans trente pays<sup>17</sup> - dont vingt-quatre européens - et une première publication comprenant des chapitres nationaux est attendue pour 2009. Toutefois, certains pays ont déjà publié leurs résultats nationaux.

L'ISRD-2 porte sur des échantillons de la population scolaire constitués d'au moins 2 000 élèves - de la 5<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup> - par pays. L'échantillonnage est principalement à base urbaine avec un minimum de cinq villes comprenant une zone métropolitaine, une ville de taille moyenne

---

<sup>17</sup> Arménie, Aruba, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Canada, Chypre, République tchèque, Danemark, Estonie, Allemagne, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Lituanie, Pays-Bas, les Antilles, Irlande du Nord, Norvège, Pologne, Portugal, Russie, Écosse, Slovaquie, Surinam, Suède, Suisse, États-Unis et Vénézuéla.

et trois petites villes en zone rurale. Cette conception permet de réaliser des analyses hiérarchiques linéaires multi-niveaux (Raudenbusch, Bryk, 2002), en utilisant les élèves comme unités de niveau 1 et les villes comme unités de niveau 2. Toutefois, certains pays ont utilisé des échantillons nationaux aléatoires extraits de listes de toutes les classes du pays. Ces pays ont suréchantillonné certaines zones urbaines ou rurales afin de pouvoir établir des comparaisons avec les autres pays.

La majorité des pays a utilisé les questionnaires papier autoadministrés remplis à la main en classe par les élèves, mais certains pays (comme la Suisse) ont choisi la technique de l'entretien personnel assisté par ordinateur ou de l'entretien autoadministré assisté par ordinateur<sup>18</sup>.

Le questionnaire de l'ISR-2 peut être considéré comme une version revue et corrigée de celui qui avait été utilisé pour l'ISR-1. Ceci paraît tout à fait logique si l'on garde à l'esprit que l'un des objectifs du projet est de parvenir à la comparabilité des deux études. Toutefois, quelques modifications majeures ont tout de même été apportées. De nouvelles infractions ont été ajoutées au questionnaire (par exemple, les infractions informatiques) et la formulation de certaines questions a été modifiée. L'instrument comporte aussi une brève enquête de victimation. Le cadre théorique garde les variables liées à la théorie du lien social, mais le nouveau questionnaire comprend un résumé de l'échelle de l'autocontrôle de Grasmick (Grasmick *et al.*, 1993) qui permet la mise à l'épreuve de la théorie générale de la délinquance - ou théorie de l'autocontrôle - élaborée par Gottfredson et Hirschi (1990), ainsi que des questions se rapportant à la théorie de l'apprentissage social et aux variables du style de vie et qui permettent de mettre à l'épreuve la théorie des opportunités. Des informations concernant des événements de la vie quotidienne ainsi que sur le milieu scolaire et de voisinage sont également demandées. L'étude comprenait de plus, un petit questionnaire destiné aux interviewers et portant sur les conditions de l'administration de l'enquête, ainsi qu'un questionnaire destiné aux professeurs dont les classes faisaient l'objet de l'étude.

La plupart des pays ont utilisé le logiciel Epidata pour saisir les données issues des questionnaires. De ce fait, le nom des variables a été standardisé, simplifiant ainsi la construction d'une base de données internationale qui constituera, à l'avenir, un outil majeur pour la recherche européenne.

Pour conclure sur l'ISR, il convient de dire que même si l'étude n'a pas été institutionnalisée au niveau européen - l'ISR-1 et l'ISR-2 ont été

---

<sup>18</sup> Les différentes techniques utilisées pour mener les enquêtes de délinquance autoreportée seront abordées *infra*, dans la partie consacrée aux méthodes d'administration.